L'Echo de Manitoba

JEUDI, 6 OCTOBRE, 1898.

## Ca Continue

*L'oiseau bleu* de *La Defense* poursuit la série de ses articles sur l'état actuel de la Question des Ecoles.

Nous avons jugé nécessaire de reproduire une partie de son dernier article du 29 septembre, afin de permettre à nos lecteurs de juger en toute connaissance de cause, combien est justifiable notre campagne contre cette odieuse cabale de torys aux abois.

Il est bon que nos compatriotes puissent décider, qui de nous ou de nos adversaires risquent de compromettre les intérêts de notre population :

L'ÉTAT DE LA QUESTION.

C'est vrai, mon cher directeur, il y avait arrangement temporaire, rendu acceptable et accepté par les autorités que de droit, quand je vous l'ai annoncé, dans ma "lettre" du 25 août. La personne éminemment digne de foi de qui je tenais mes renseignements m'avait bien dit, à la vérité: ne proclamez pas trop tôt la bonne nouvelle. Avec les gens à qui nous avons affaire, le vent peut tourner du jour au lendemain; il vaut mieux s'attendre au pire."

J'attendis effectivement jusqu'au lendemain, même jusqu'au surlendemain, alors que j'écrivis à *La Defense* ce que j'en savais, croyant bien le fait irrévocablement accompli. Hélas! j'avais, paraît-il, compté sans mon hôte et cru trop vite aux bonnes dispositions de Greenway et les siens, comme vous le remarquez. C'est deux jours après ma "lettre" du 25 que se produisit, a-t-on su depuis, la nouvelle rupture de bonne foi qui a derechef fait manquer les négociations définitives du *modus vivendi*.

Et le jeu de mauvais goût de ces sinistres farceurs du gouvernement manitobain m'a mis bien à mon aise pour dénoncer leurs agissements et en écrire ce que j'écris aujourd'hui.

Depuis ce récent échec, il paraît que les négociations ont pu être renouées grâce à la longanimité des fondés de pouvoir de la minorité et leur ardent désir de la paix dans la justice, comme le veut Léon XIII.

Après cet échantillon des articles de *La Defense*, nos lecteurs comprendront combien nous avons eu raison de dénoncer comme coupables de trahison ou d'espionnage ceux qui par leurs correspondances, contribuent à fournir les éléments d'une agitation qui sous les dehors hypocrites d'un beau zèle religieux, n'a d'autre but que de servir des intérêts politiques.

Dans un autre paragraphe du même article, ce même "observateur" pour qui la logique semble être chose inconnue, n'a rien pu trouver de mieux pour se défendre que de nous accuser de connaître nous-mêmes les renseignements qu'il publie.

Il semble oublier qu'autre chose est de posséder des renseignements, autre chose est de les livrer à la publicité.

C'est le devoir de tout journaliste sérieux de se renseigner le plus exactement possible; mais ce que nous nions c'est l'opportunité de publier de pareils renseignements, de divulguer des faits qui risquent de compromettre une solution éminemment désirable.

Cela, nous ne cesserons de le dénoncer, sans souci des colères de ceux qui gênent notre attitude loyale.

Nous devons noter avant de finir, une déclaration qui confirme nos articles précédents dont le *Northwest Review* s'est si fortement ému :

"Je n'ai à justifier que des renseignements fournis par moi dans *La Defense*, et j'affirme à L'ECHO DE MANITOBA qu'ils proviennent de sources tout aussi légitimes, tout aussi honorables, tout aussi *officielles* que les siennes, pour le moins."

Nous avons souligné.

Il est donc bien acquis que ce sont des personnages officiels qui ont fourni les renseignements incriminés; voilà qui nous confirme la nécessité de continuer, contre vents et marée, une lutte absolument nécessaire, tant que ces mêmes personnes officielles ne cesseront pas la leur.

Signalons pour terminer un article non moins explicite de *La Verite* sur la Question des Ecoles, à la date du 17 septembre.

Et c'est nous qu'on accuse de compromettre la cause des Ecoles?

## Archeveche de Saint-Boniface.

St-Boniface, le 17 sept. 1898.

A Monsieur le Rédacteur de L'ÉCHO DE MANITOBA.

MONSIEUR LE RÉDACTEUR,

Vous trouverez ci-inclus une lettre de Sa Grandeur Mgr l'Archevêque de St-Boniface. Il vous prie de vouloir bien la publier dans le prochain numéro de votre journal L'ÉCHO DE MANITOBA.

Bien à vous,

ARTHUR BÉLIVEAU,
Prêtre, Secrétaire.

A Monsieur le Rédacteur de L'ÉCHO DE MANITOBA.

MONSIEUR LE RÉDACTEUR,

Il est de mon devoir de protester hautement contre les prétendues "Foudroyantes Révélations" publiées dans votre journal à la date du 15 du courant.

Il me semble qu'une étude plus sérieuse des faits vous aurait fait trouver deux documents importants qui établissent les faits sous leur vrai jour, et qui justifient pleinement l'Hon. Sénateur Bernier alors surintendant de l'instruction publique d'avoir mis de côté un fonds de réserve. Le premier document est un discours de l'Hon. James E. P. Prendergast, prononcé à la chambre des députés de Winnipeg le 10 et 12 mars 1890, (*vid.* p. 7), et le second est le remarquable travail de feu Mgr Taché, intitulé: "Une page d'histoire des Ecoles de Manitoba," (page 72). On y lit à la page 72. "Le Gouvernement de Manitoba avait des milliers de piastres ......, à côté de lui et sous lui se trouvait la section catholique du Bureau d'Education qui, à force d'économies et même de sacrifices, s'était fait un fonds de réserve conformément à la loi qui disait à l'article 90, "chaque section du Bureau pourra réserver pour des cas imprévus une somme qui n'excédera pas dix pour cent de la part de son appropriation.""

Et c'est en face de cette assertion si claire, si nette du vénérable et à jamais regretté Mgr Taché que vous osez dans un journal français, supposé catholique, accuser faussement un honorable membre du Sénat, catholique comme vous et dont l'honnêteté et la parfaite honorabilité sont au-dessus de tout éloge et à l'abri de tout blâme.

Vous allez même jusqu'à laisser planer un nuage au-dessus de la Section Catholique du Bureau d'Education. Est-ce ainsi que vous tenez compte des recommandations du Souverain Pontife dans sa mémorable Encyclique "Affari vos," "Que nul donc ne perde de vue les règles de la modération, de la douceur et de la charité fraternelle, que nul n'oublie le respect qu'il doit à autrui." (Page 16).

Faudra-t-il admettre que les grands journaux étrangers à notre foi et à notre nationalité, ont davantage le sentiment de la justice et des convenances, et le désir de la paix?

Il m'est pénible, Monsieur le Rédacteur, d'avoir à refuser et répudier votre journal qui ne peut être l'écho d'aucun groupe d'hommes amis de la justice et de la concorde, d'aucun parti politique soucieux de l'honneur et du droit. Je laisse à d'autres de faire connaître au public d'une façon plus complète la fausseté des assertions scandaleuses de votre journal.

J'espère, Monsieur le Rédacteur, que vous cesserez cette agitation malsaine et que vous travaillerez désormais à faciliter l'œuvre d'apaisement, entreprise par tous ceux qui veulent le bonheur et la prospérité de notre jeune pays.

Veuillez croire, Monsieur le Rédacteur, à mon désir de vous faire du bien.

† ADÉLARD,
O. M. I,
Archevêque de St-Boniface.

# Lettre Ouverte

## A Sa Grandeur Mgr Langevin

MONSEIGNEUR,

Il nous est profondément pénible de ne pouvoir partager Votre opinion, à l'égard de notre article du quinze septembre, et notre ferme conviction de n'avoir point mérité Votre désapprobation publique, nous oblige à user du droit sacré de la défense.

C'est parce que nous voulions éviter cette regrettable nécessité que nous avons cru devoir retarder la publication de Votre lettre, et Vous prier de bien vouloir la reconsidérer; nous croyons en cela avoir fait preuve du plus profond respect pour Votre Grandeur.

Nous nous inclinons aujourd'hui devant Votre injonction, mais au moins estimons nous, avoir dégagé entièrement notre responsabilité à cet égard.

Quelle que soit notre respectueuse et entière soumission envers l'Autorité Religieuse, en matière de Religion, nous ne pouvons cependant, Monseigneur, abdiquer entre Vos mains notre liberté de citoyens en matière politique; or, l'article que Vous incriminez, est exclusivement politique; nos appréciations ne concernaient que des hommes politiques; pour preuves nous n'avons apporté au débat que des faits publics, qui appartiennent à l'histoire et nous sommes obligés de constater, Monseigneur, que seule l'intervention de Votre Autorité Episcopale risque de faire de la question une question religieuse, ce qui n'a pu être Votre intention.

Pour notre part, notre règle absolue a été bien au contraire d'éviter soigneusement toute polémique de ce genre; seul peut-être, de tous les journaux, L'ÉCHO DE MANITOBA n'a jamais dit un mot des négociations qui pouvaient avoir trait aux difficultés actuelles; car notre seul désir était de laisser à César ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui est à Dieu.

Mais si nous avons de parti pris gardé le silence sur le fait même des négociations, par contre, nous avons considéré comme notre devoir de dénoncer impitoyablement tous ceux qui, méconnaissant ce principe, cherchaient à envenimer le débat, soit en y mêlant les passions politiques, soit en divulguant les pourparlers en cours.

C'est ainsi que nous avons été amenés à flageller et à dévoiler l'homme qui, à notre avis, comme à celui de beaucoup d'autres, a le plus contribué à faire "surnager" sur l'océan politique la Question des Ecoles; c'est pour répondre à un article du *Manitoba*, en date du 17 août 1898, que nous avons été amenés, de phases en phases, à la polémique que Vous avez cru devoir désavouer, et comme nous ne voulions à aucun prix mêler le présent, à ces discussions, c'est dans le passé, c'est dans l'histoire que nous sommes allés chercher nos preuves.

Quand nous avons vu *Le Manitoba* ressusciter le Bill Dickey et l'opposer au *modus vivendi* actuel, essayant ainsi de faire renaître une agitation toute politique, déjà condamnée par Notre Saint Père le Pape; nous avons estimé qu'il importait de montrer ce qu'était l'homme qui osait faire revivre cette agitation.

Il suffit de lire *La Defense* du 22 septembre pour se convaincre de l'opportunité de cette lutte; le soin qu'a pris ce journal de renouveler cette tentative en l'aggravant par ses commentaires, prouve jusqu'à l'évidence que ce n'est point là une tentative isolée, mais bien un plan concerté, une *manœuvre politique*.

Nous pourrions apporter d'autres preuves à nos affirmations, mais il nous semble que ces faits sont suffisants, pour Vous permettre d'apprécier si Votre blâme s'adresse bien à ceux qui l'ont vraiment mérité.

En résumé, Monseigneur, nous avons la conviction profonde de n'avoir point dépassé nos droits, la certitude de n'avoir pu compromettre si peu que ce soit, le résultat que nous désirons tous, en discutant des chiffres, en citant des faits, en attaquant uniquement des hommes qui, soit comme fonctionnaires publics, soit comme hommes politiques, ne relèvent pas seulement de leur Ordinaire, mais aussi de l'opinion publique elle-même.

Nous nous permettrons de Vous faire respectueusement observer que nous n'avons point à être désavoués par nos chefs politiques, car nous n'avons fait en tout cela qu'obéir à notre conscience, et au désir de faire connaître la vérité.

Nous ne sommes point l'écho d'un parti, nous sommes mieux que cela, nous sommes l'écho d'une bonne partie de l'opinion publique. Quoique profondément reconnaissant à Votre Grandeur de Son désir de nous faire du bien, nous devons L'assurer que notre seule préoccupation est le bien de nos concitoyens, et comme nous savons que telle est également Votre plus grande préoccupation, nous osons espérer, Monseigneur, que si bien malgré nous, nous avons eu le malheur de Vous déplaire, Vous voudrez bien nous tenir compte de la droiture de nos intentions et de la grandeur de notre but.

## Americanistes.

C'est de ce nom, maintenant, que nos adversaires nous affublent, pour nous combattre.

Si le P. Hecker n'avait point existé, il aurait fallu inventer un autre significatif. L'eût-on trouvé aussi foudroyant? .... Mais le P. Hecker a eu l'excellente idée de vivre, de mourir, d'avoir un biographe. Les tardigrades en profitent. Nous voilà, jusqu'à nouvelle épithète, américanistes.

Il ne nous est plus possible d'ouvrir la bouche pour risquer ou appuyer une proposition, pour présenter même une simple observation :—

Américanistes! hurlent avec effroi et fureur nos adversaires.

Américanistes, bien entendu, les aventureux qui se permettent de ne pas trouver condamnable, hérétique tout ce que font, chez eux, dans leur milieu spécial, les catholiques des Etats-Unis. Evidemment le P. Hecker était un excentrique. Mais vous ne voulez pas condamner en bloc l'œuvre et l'ordre de ce saint homme,—nous ne disons pas ce Saint,—vous prétendez même que l'homme, l'œuvre et l'ordre ont opéré, opèrent encore un bien réel, vous n'êtes qu'un américaniste.

Par extension, est devenu américaniste, quiconque juge qu'il peut être souhaitable de réaliser un progrès, de tenter une réforme, au lieu de se figer dans la somnolence des vieilles pratiques, jadis, d'ailleurs, innovations, mais ayant subi l'effet du temps. Ce que l'on demande n'aura aucun rapport, de près ni de loin, avec les idées, les procédés, les coutumes en faveur et en usage au Nouveau Monde; du moment que c'est un effort pour sortir du "statu quo," c'est de l'américanisme. Il nous semble qu'on fait ainsi beaucoup d'honneur aux catholiques des Etats-Unis; on paraît leur donner le monopole de l'initiative et du mouvement.... On n'y réfléchit pas; on trouve,—cela suffit,—commode, au lieu de conduire une discussion, de jeter une épithète, cri d'alarme qu'on suppose capable d'émouvoir certaines bonnes âmes.

Et tout y passe. Mgr Baunard, voyant s'étendre de plus en plus le goût de la science, goût qui n'est point blâmable, suggère aux évêques d'imprimer à leur clergé un renouveau d'élan vers les études scientifiques. Le prêtre gardera sa supériorité intellectuelle et saura victorieusement répondre à mainte objection. L'autorité de l'éminent prélat ne le préserve point contre les tardigrades. On le suspecte; on le reprend. Il va compromettre l'Eglise dans une aventure. Il est taxé d'américanisme.

Voici une religieuse, approuvée par son Ordinaire et seize autres chefs de diocèse. Elle voit s'augmenter le nombre des élèves dans les lycées de filles, et propose un moyen qu'elle croit bon de parer à ce danger. Elle a tort, ou elle a raison. Va-t-on discuter sérieusement son projet, qui a pour lui la nécessité d'agir et l'autorité d'un exemple voisin? Non pas! Sauf exception, ses adversaires se bornent à la qualifier d'américaniste, avec horreur et scandale. Qu'est-ce que l'américanisme vient faire ici? Mais sous ce mot, on entend témérité, outrecuidance, hétérodoxie, révolte, etc.... Des simples hésitent, s'effraient. Ce matin encore, une lettre nous demande pourquoi nous soutenons cette "défroquée." Résultat de la polémique haute et loyale de certains journaux. Ils en seront très heureux.

Un congrès de prêtres et de directeurs d'œuvres se réunit dans le quartier de Plaisance, à Paris. On y veut étudier les moyens de ramener à la religion la classe ouvrière. N'y aurait-il pas quelques perfectionnements, quelques innovations à tenter pour mieux atteindre ce but? Des perfectionnements! Encore de l'américanisme! Un conservateur et catholique borné, a versé amèrement ses doléances dans *L'Eclair*, feuille radicale ou toutes les catégories de réfractaires et tardigrades trouvent un accès complaisant: Ramener la classe ouvrière à la religion; mais elle y revient d'elle-même! Une renaissance chrétienne se manifeste, vigoureuse. Il y a au moins un électeur sur cent, à Paris, qui fait ses Pâques! De trente-cinq millions de catholiques, nous serons bientôt quarante, sur trente-huit millions de Français. On va tout compromettre en bougeant.

Ne doit-il pas être question, dans ce congrès.... véritablement de Plaisance, des plaisirs et divertissements permis qu'on pourrait offrir aux ouvriers! On veut donner le goût de la fête à l'ouvrier, maintenant! Où allons-nous? C'est du plus dangereux et du plus scandaleux américanisme.

Et les catholiques - bornes de dire :—

"Mais, quelle rage d'innovation!"

Ils ajoutent :—

"Pourquoi ne pas nous en tenir à nos vieilles pratiques? Nous y

(*Suite, page 5*)